

2

CONSEIL RESTREINT

Mercredi 4 août 1993

**SITUATION AU RWANDA ET AU CONGO**

Participaient à ce conseil restreint, présidé par le Président de la République :

M. BALLADUR  
M. LEOTARD  
  
M. JUPPE  
M. ROUSSIN

Premier Ministre  
Ministre d'Etat, ministre de la  
défense  
Ministre des affaires étrangères  
Ministre de la coopération

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

M. VEDRINE  
Général QUESNOT  
M. PIN

Secrétaire général  
Chef de l'état-major particulier  
Chargé de mission

**CABINET DU PREMIER MINISTRE**

M. BAZIRE  
Contre-Amiral LECOINTRE

Directeur du cabinet  
Chef du cabinet militaire

**SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE**

Général LERCHE

Secrétaire général

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**

M. BOIDEVAIX

Secrétaire général

**MINISTERE DE LA DEFENSE**

Amiral LANXADE  
Général RANNOU

Chef d'état-major des armées  
Chef du cabinet militaire

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

M. DENOIX DE SAINT MARC

Secrétaire général

- oOo -

**SECRETARIAT**

Colonel BENTEGEAT

Etat-Major Particulier

**RWANDA**

**MINISTRE DE LA COOPERATION**

Les accords d'Arusha devraient être signés aujourd'hui. Nous allons donc voir arriver les forces du F.P.R. Or, sur place, dans notre dispositif il y a deux éléments importants, deux détachements de coopérants militaires d'une vingtaine de personnes à Gabiro et à Mukamira.

Compte-tenu de l'évolution de la situation et puisqu'il est prévu que nos troupes doivent quitter le Rwanda 37 jours après la signature de l'accord, il est souhaitable de replier ces éléments vers Kigali.

J'ajoute que, si la mission de ces coopérants, est terminée, si on n'en a pas besoin à Kigali, je me propose d'y mettre fin.

**PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Il faut aligner nos décisions avec la réalité sur le terrain. C'est du bon sens.

Je voudrais maintenant replacer cette question dans le cadre de la politique générale de la France. M. Juppé ?

**MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES**

Il est prévu que les troupes françaises se retirent quand la force internationale sera en place. Le problème est que les Nations unies manifestent peu d'enthousiasme pour cette mise en place, essentiellement pour des raisons financières. C'est vrai pour les Russes, en particulier.

Je propose de soutenir à fond la création de cette force, quitte à accepter, si nous n'y arrivons pas, un compromis avec l'O.U.A. en ce qui concerne le GOMN. Mais c'est seulement quand cette force sera déployée que nous devons décider le retrait de nos forces. Nous nous maintenons tant que la force n'est pas sur le terrain.

**MINISTRE DE LA DEFENSE**

Je partage cette analyse.

**PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Entendu.

CONGO

MINISTRE DE LA COOPERATION

La situation a évolué au cours de ces dernières heures.

J'ai participé à des réunions au Gabon, la semaine dernière. Le Président Bongo a rencontré les deux parties pendant six heures, je les ai reçues pendant quatre heures.

Ce matin, j'ai eu un appel téléphonique du Président Bongo qui m'annonçait que la mouvance présidentielle et l'opposition avaient engagé des négociations à Brazzaville. L'accord serait en vue. Les deux parties accepteraient de ne pas remettre en cause le 1er tour des élections et de refaire un 2e tour qui avait été contesté. Des personnalités de l'opposition entreraient au gouvernement.

Je voudrais souligner le rôle déterminant du Président Bongo et dire aussi que le passage du Ministre de la Coopération à Libreville a été utile...

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Il est fait pour ça !

MINISTRE DE LA COOPERATION

C'est vrai, mais en Afrique, ce n'est pas toujours évident.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Oui, je le concède.